

Assemblée générale

Thierry Desmarest

Paris, 21 mai 2010



Les travaux du Conseil d'administration en 2009

› Définition des orientations stratégiques et approbation des investissements majeurs

- Stratégie du Groupe et plan à 5 ans
- Revue des perspectives des branches

› Arrêté des comptes, contrôle interne, gestion des risques

› Gouvernance

- Débat sur le fonctionnement du Conseil
- Convocation et préparation de l'Assemblée générale
- Rémunération des dirigeants, attributions de stock options et d'actions gratuites

Exemples 2009

Nigeria



- **Investissement :**
Egina, offshore profond

Algérie



- **Autorisations de garanties**
dans le cadre d'appel d'offres

Abu Dhabi



- **Appel d'offre**
pour la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire

Finance



- **Politique financière et assurances**
du Groupe

Ethique



- **Travaux du Comité d'éthique**

Gouvernance s'appuyant sur la complémentarité des administrateurs

> Privilégier la diversité et les compétences adaptées à un Groupe très international et capitalistique

- De 21 administrateurs en 2000 à 15 en 2010
- Femmes : 5% du Conseil en 2000 ; 13% en 2010
- Non français : entre 20 et 30% depuis 2000
- Un administrateur représentant les salariés depuis 2004
- Depuis 2000, rééquilibrage des compétences avec l'accroissement de la présence d'économistes et d'experts du secteur de l'énergie : 10% en 2000 ; 25% en 2010

Forte activité en 2009

- > **8** réunions (6 en 2008)
- > Taux de présence du Conseil :
89% (89% en 2008)
- > Taux de présence des comités spécialisés :
100% (90% en 2008)

Un conseil diversifié et fortement impliqué

Retour prévu à une fonction unique de Président-Directeur Général

- Séparation des fonctions décidée en février 2007 pour une période de transition
- Un conseil renforcé par les nominations récentes de nombreux administrateurs indépendants
- Des comités spécialisés composés d'administrateurs indépendants
 - Comité d'audit : 100% indépendants
 - Comité de nomination et de la gouvernance : 75% indépendants
 - Comité des rémunérations : 100% indépendants
- Conformité au Code AFEP-MEDEF

Forme de gouvernance adaptée aux enjeux de notre industrie

Rémunération du Président et du Directeur Général soumise à des conditions de performance

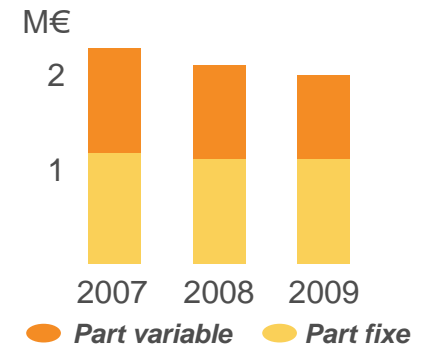
- **Part variable revue et évaluée par le comité des rémunérations dépendant de :**
 - La rentabilité des capitaux propres
 - L'évolution des résultats comparée à celle de nos pairs
 - La contribution personnelle aux succès du Groupe
- **Départ anticipé**
 - Indemnité égale à 2 années de salaire sauf en cas de faute ou de démission
- **Des conditions de performance exigeantes pour les indemnités de départ à la retraite ou de départ anticipé**

Conditions de performance exigeantes

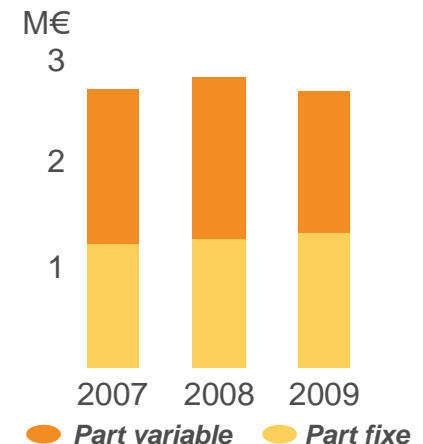
* Thierry Desmarest était Président-Directeur Général jusqu'au 13 février 2007

** Christophe de Margerie est Directeur Général depuis le 14 février 2007

Rémunération du Président du Conseil d'administration*



Rémunération du Directeur Général**



Stock options : une des parties variables de la rémunération des dirigeants et des salariés

> Principes d'attributions

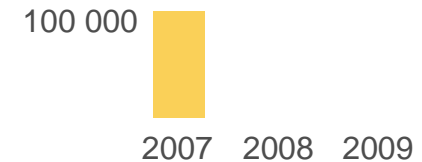
- Pas d'attribution au Président
- Une distribution large : plus de 2 000 bénéficiaires
- Une dilution limitée

> Le comité des rémunérations assure une répartition adaptée entre les différents attributaires (dirigeants mandataires sociaux, COMEX, dirigeants et salariés)

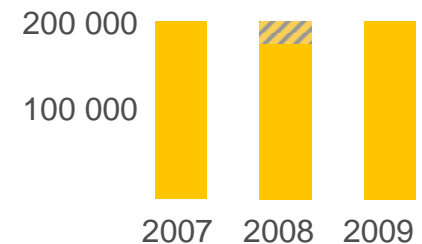
> Conditions de performance pour les dirigeants mandataires sociaux et, à partir de cette année, pour l'ensemble des dirigeants

Limiter la dilution tout en alignant les intérêts du management et des salariés avec ceux des actionnaires

Stock options attribuées à Thierry Desmarest



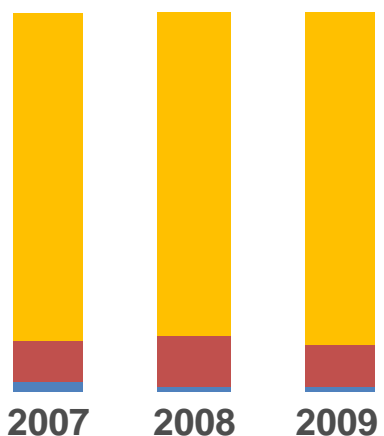
Stock options attribuées à Christophe de Margerie



● Attribution définitive
▨ Non attribuées suite application des critères de performance

Un plan combinant actions de performance et stock options permettant de récompenser la performance individuelle

Répartition d'actions de performance par type de bénéficiaires



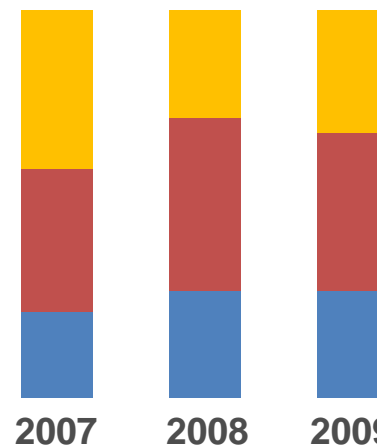
2007

2008

2009

● *Autres salariés*
● *Autres dirigeants*
● *Principaux dirigeants*

Répartition de stock options par type de bénéficiaires



2007

2008

2009

8 614

9 353

10 002

Nombre de bénéficiaires

2 726

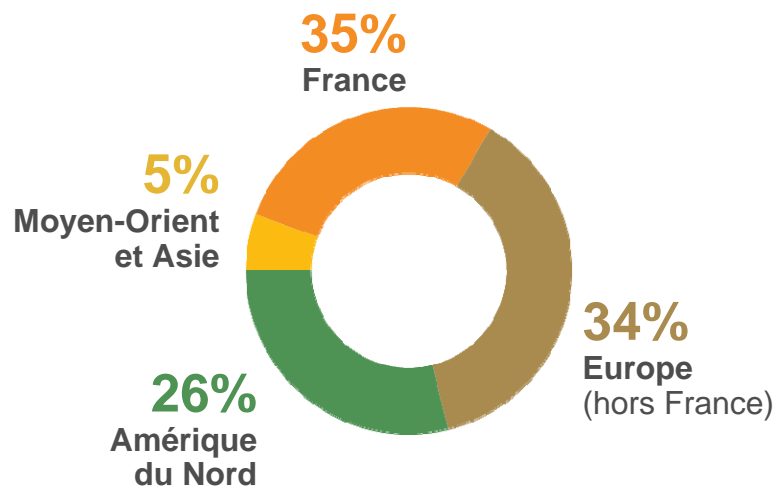
2 014

2 052

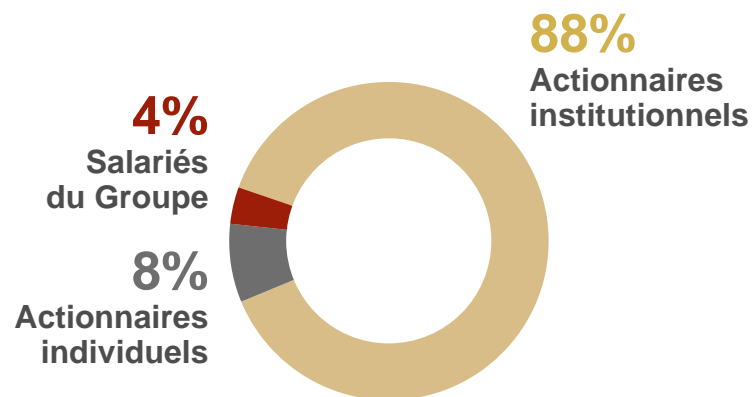
- Pas d'attribution gratuite d'actions pour dirigeants sociaux
- Condition de performance pour les attributions d'actions gratuites

Volonté de développer l'actionnariat individuel et salarié

Répartition du capital par zone géographique

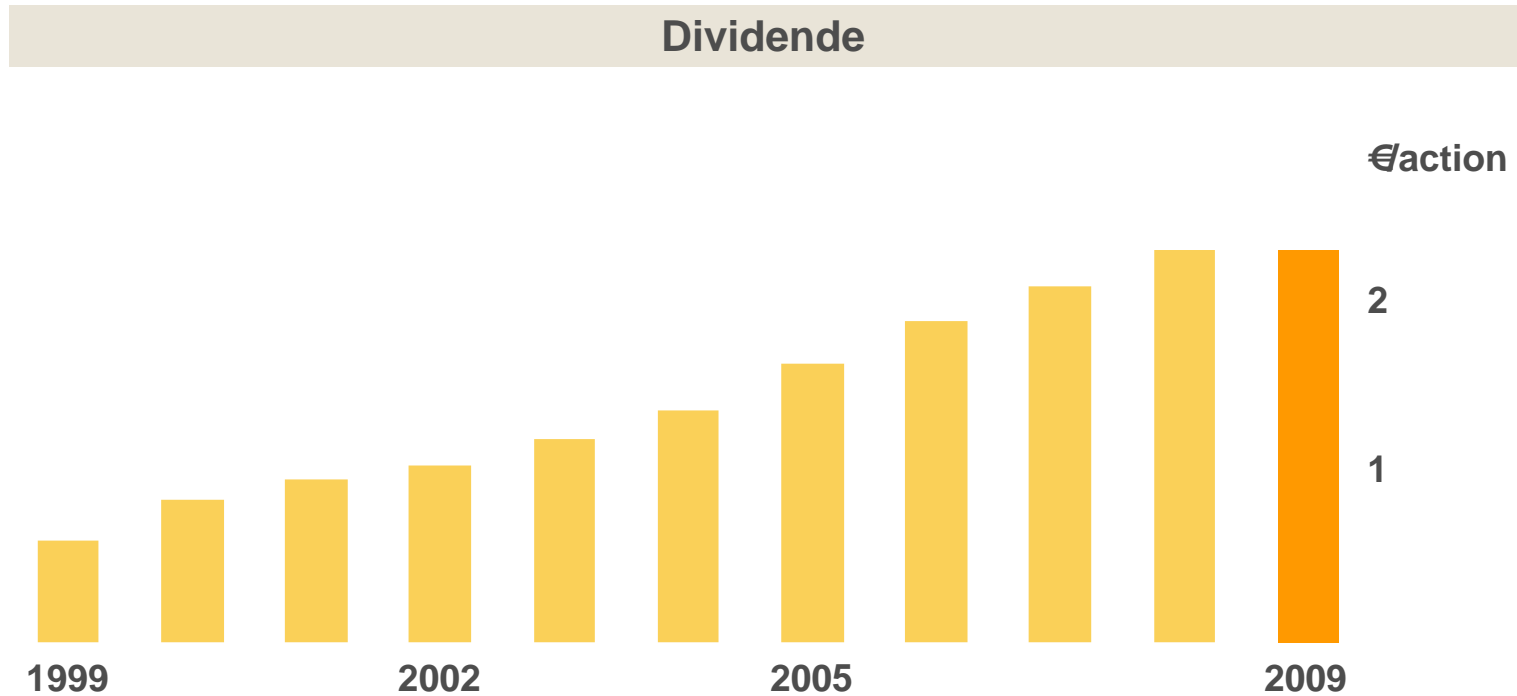


Répartition du capital par catégorie



- > 540 000 actionnaires individuels
- > 110 000 salariés et anciens salariés actionnaires
- > 50 000 nouveaux actionnaires salariés avec attribution de 25 actions gratuites à tous les salariés en juin 2010

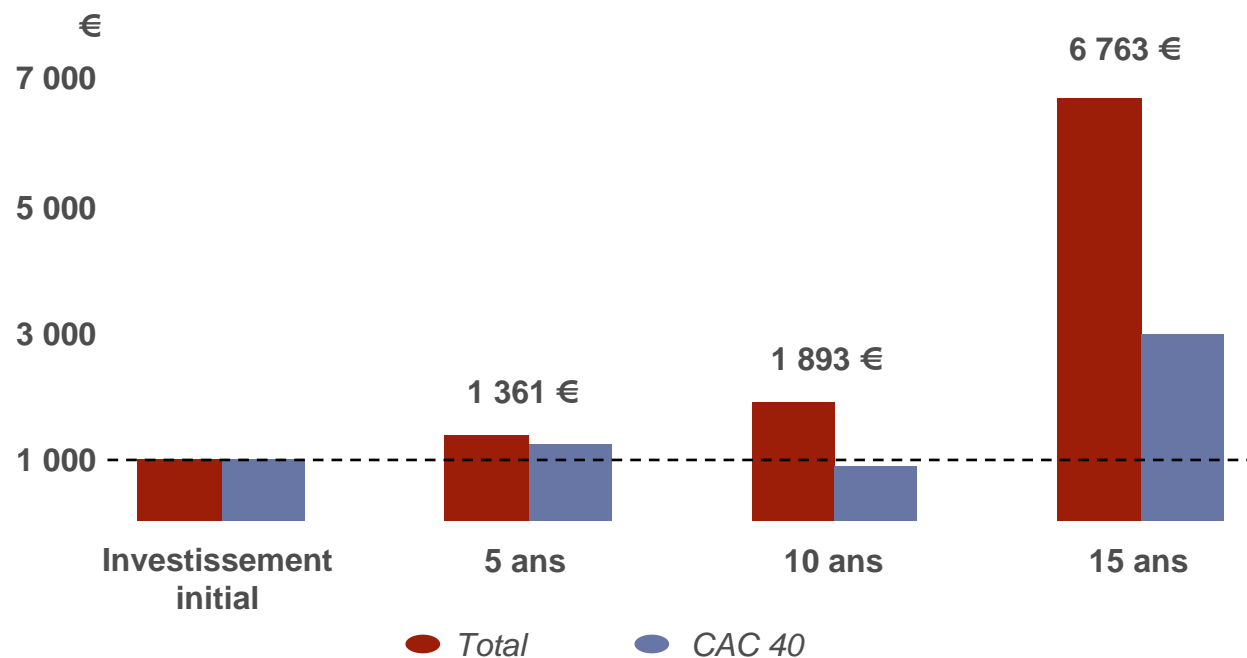
Proposition d'un dividende de 2,28 euros par action stable par rapport à 2008



Dividende multiplié par 4 en 10 ans

Rendement net de 6,5% par an sur 10 ans versus -1,5% pour le CAC 40 au 31 mars 2010

Valorisation d'un portefeuille de 1 000 € investis en actions Total versus CAC 40



Valoriser le patrimoine de nos actionnaires

Résultats et perspectives

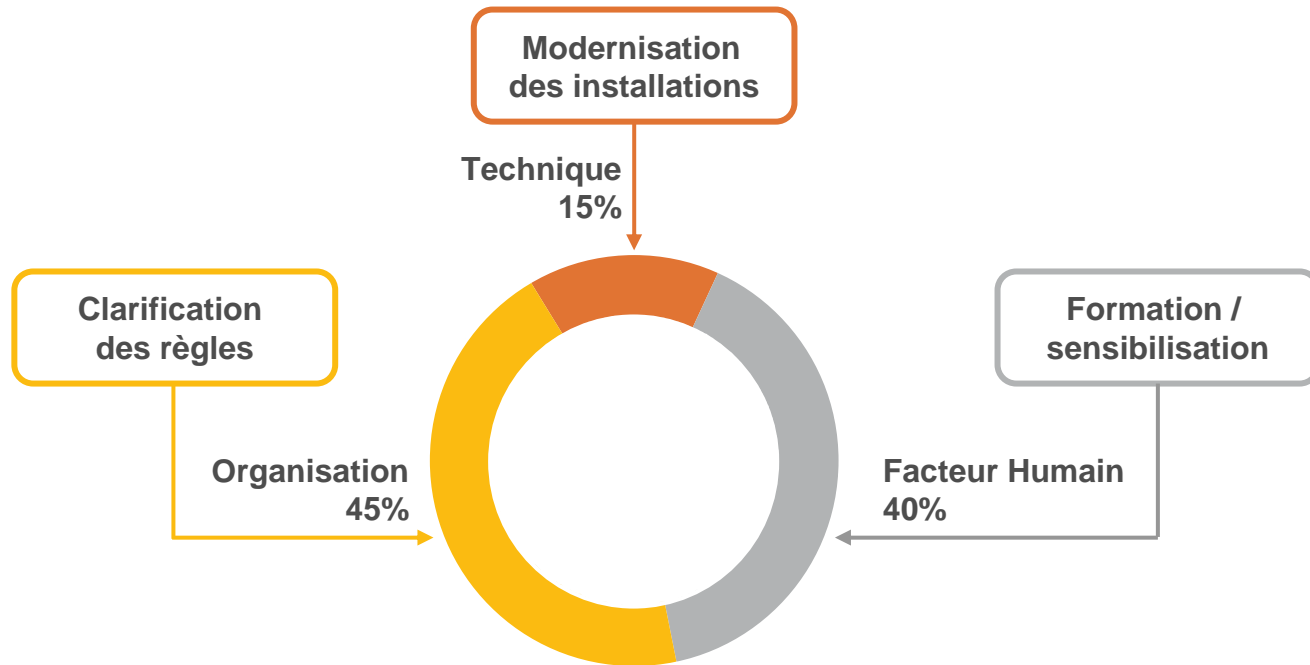
Christophe de Margerie – Directeur Général



La sécurité chez Total : une priorité

Inspection Générale de Sécurité sur 13 sites en France à la suite d'une série d'accidents graves en 2009

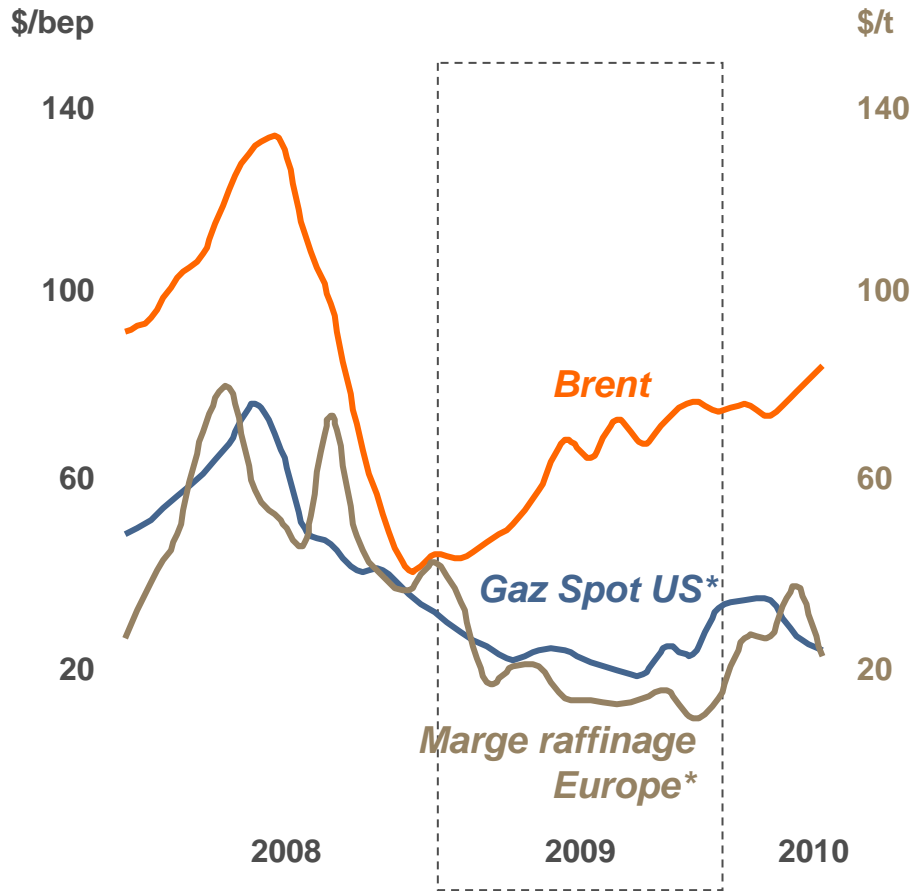
Principaux enseignements en % des recommandations



200 000 intervenants dont 96 000 collaborateurs Total
Réduction de 80% en dix ans du nombre d'accidents par heures travaillées* mais encore trop d'accidents graves

* sur la base d'un TRIR (Total Recordable Injury Rate) en constante amélioration de 2001 à 2009 inclus

Environnement 2009 - début 2010

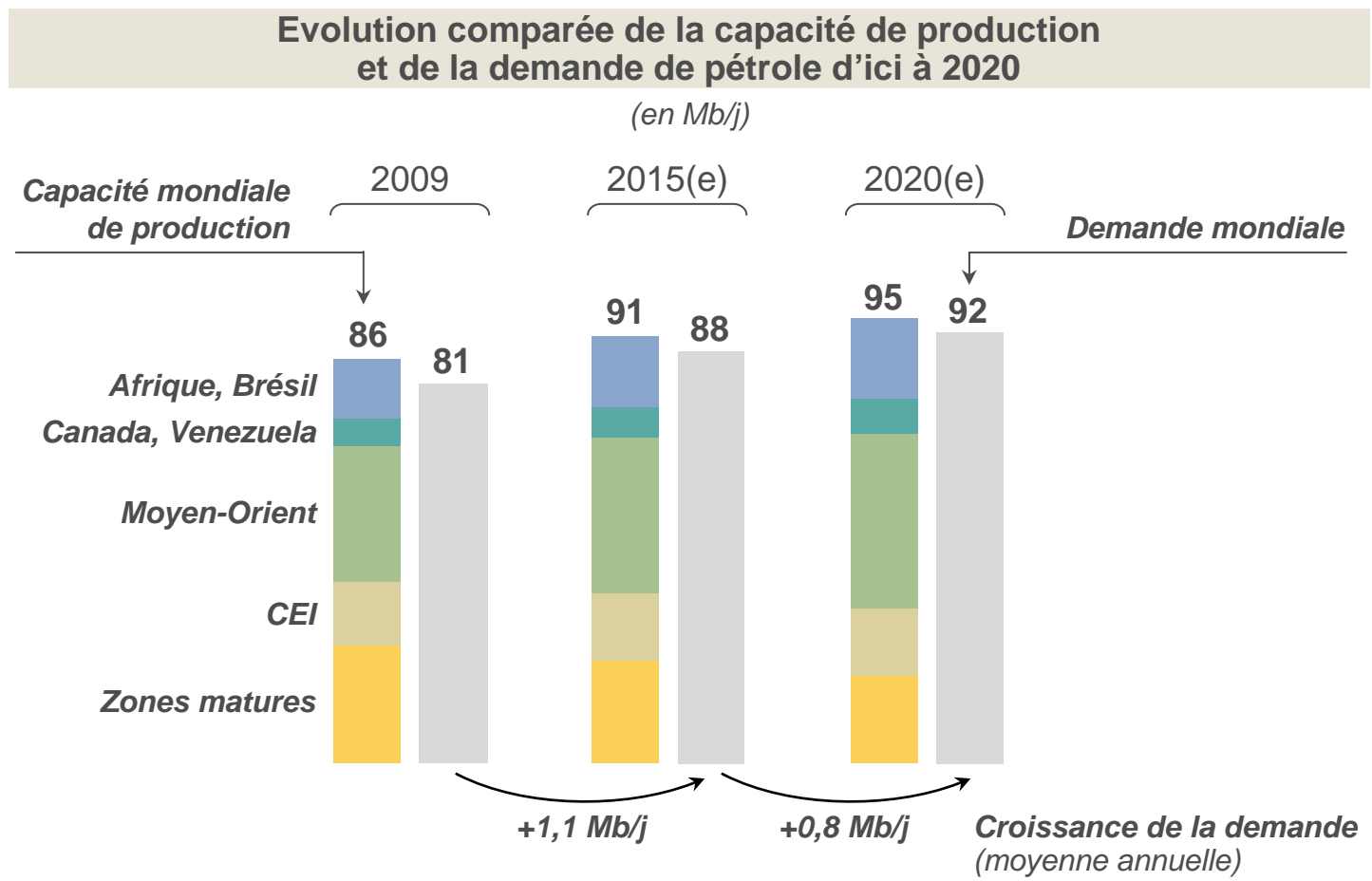


- Excédents de capacité sur le marché du pétrole, en partie compensés par les réductions OPEP
- Forte baisse des marges de raffinage
- Découplage des prix spots du gaz par rapport au pétrole

source : données publiques, au 30 avril 2010

* Henry Hub converti en \$/bep sur la base de 6 Mbtu = 1 bep ; ERMI (European Refining Margin Indicator), indicateur Total de marges de raffinage européennes

Réduction progressive de l'excédent de capacité disponible

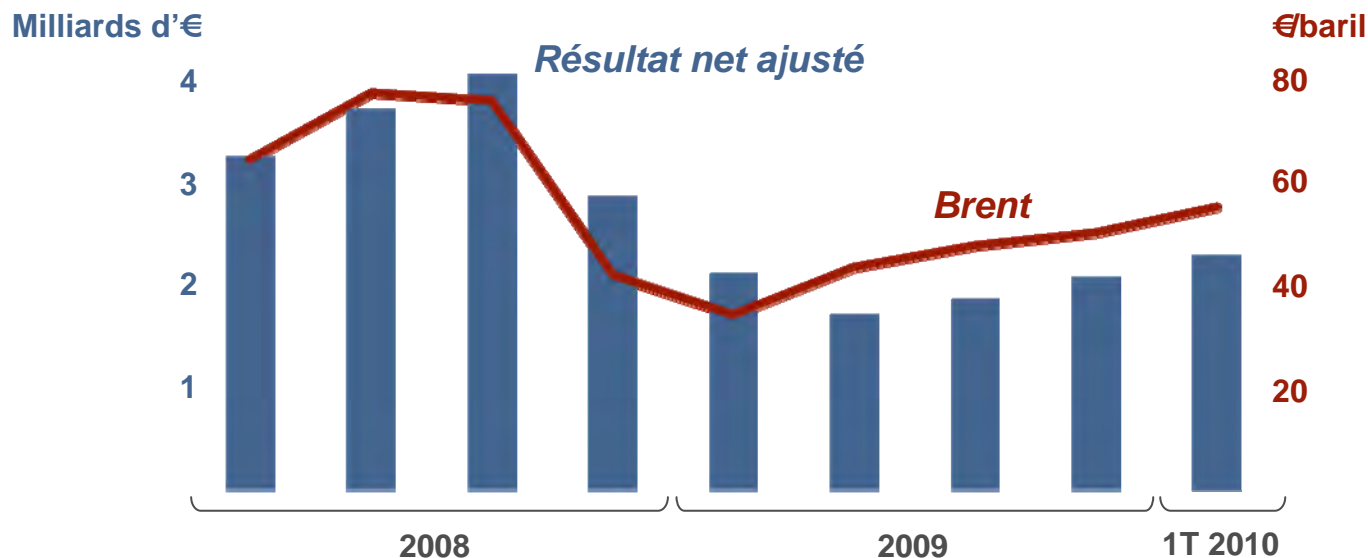


Déclin naturel de la production d'environ 6% par an en moyenne
Pouvoir répondre à la croissance attendue de la demande
reste un défi pour l'industrie

Résultat net ajusté : 7,8 milliards d'euros en 2009 et 2,3 milliards d'euros au 1^{er} trimestre 2010

	2009	2008	%	1T10	1T09	%
Résultat net ajusté (milliards d'€)	7,8	13,9	-44%	2,3	2,1	+9%

Résultats trimestriels de Total



les résultats ajustés se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non-récurrents et hors quote-part pour Total des éléments d'ajustement de Sanofi-Aventis

Des avancées majeures début 2010

Des démarrages réussis



- > 2nd train Yemen LNG
- > Craqueur éthane - Qatar
- > Pilote CO₂ Lacq - France

Lancement de 2 nouveaux grands projets



- > Surmont Ph.2 - Canada
- > Laggan Tormore - Royaume Uni

Nouveaux permis et exploration



- > Découvertes Angola
- > Kazakhstan
- > Gaz non conventionnel – France
- > Indonésie

Adaptation aux évolutions du marché



- > Transformation de la raffinerie des Flandres*
- > TotalErg - Italie

Redéploiement du portefeuille



- > Barnett shale - USA
- > Halfaya - Irak
- > Ahnet - Algérie
- > Cessions Mer du Nord et USA
- > Cession Mapa Spontex

***Une production en hausse de 4,5% et
3,7 milliards d'euros d'investissements au 1^{er} trimestre 2010***

* projet en cours de consultation des instances représentatives du personnel

Amont

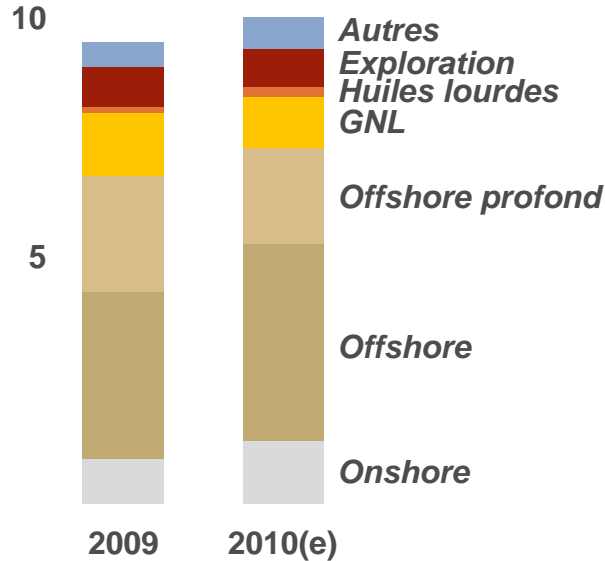


TOTAL

Poursuivre un programme d'investissement ambitieux en optimisant les coûts

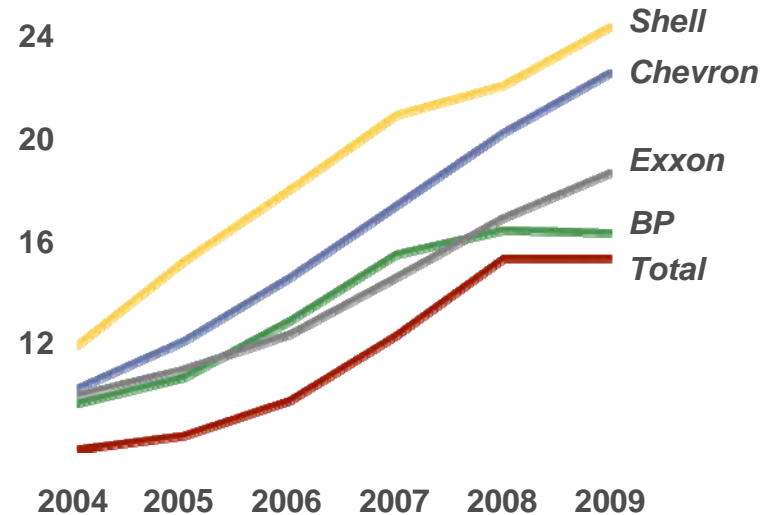
Investissement Amont*

Milliards d'€



Coûts techniques au meilleur niveau**

\$/baril équivalent pétrole

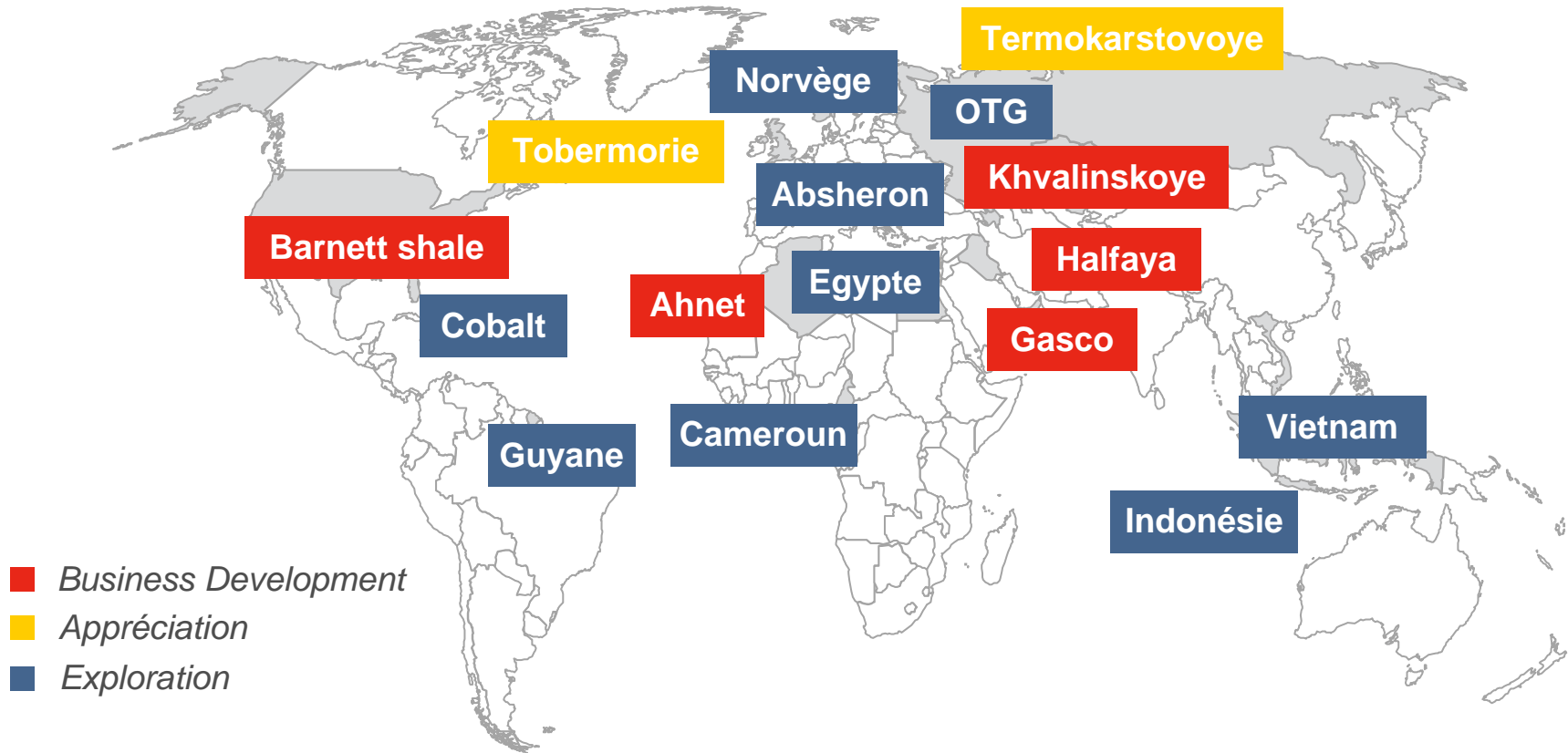


Développer de nouveaux projets pour soutenir une croissance rentable

* pour 2009 : investissements nets ; pour le budget 2010 : 1 € = 1,40 \$, investissements nets hors acquisitions et cessions

** coûts opératoires + exploration en charge + amortissements rapportés aux droits à production des filiales consolidées globalement en application de la norme ASC 932 (ex-FAS 69) ; estimations d'après les données publiées pour les autres majors

Important développement du domaine minier et du portefeuille de ressources depuis début 2009



Un bilan exploration satisfaisant : 750 Mbep en 2009
Des nouveaux partenariats dans lesquels Total valorise son expertise technique

Bien positionné sur les segments de croissance long terme

Offshore profond



Huiles lourdes



Gaz non conventionnel



GNL



En production (2009)

- > Akpo - Nigeria
- > Tahiti - USA

- > Surmont Ph.2 - Canada

- > JV Barnett Shale - USA

- > Qatargas 2 Train 5
- > Yemen LNG (2 trains)

En développement

- > Pazflor - Angola
- > Usan – Nigeria
- > Laggan / Tormore - R.U

- > Joslyn - Canada
- > Northern Lights - Canada
- > Bemolonga - Madagascar

- > Expansion JV Barnett Shale - USA

- > Angola LNG

À l'étude

- > CLOV – Angola
- > Egina – Nigeria
- > Bloc 32 - Angola

- > Ahnet - Algérie
- > Sulige - Chine
- > Montélimar - France
- > Neuquen - Argentine

- > Ichthys - Australie
- > Shtokman - Russie
- > Projets Nigeria

Environ 50% des ressources du Groupe

Un acteur mondial dans le GNL

Qatar

Qatargas 2 T5 (16,7%)



> Démarrage T3 2009

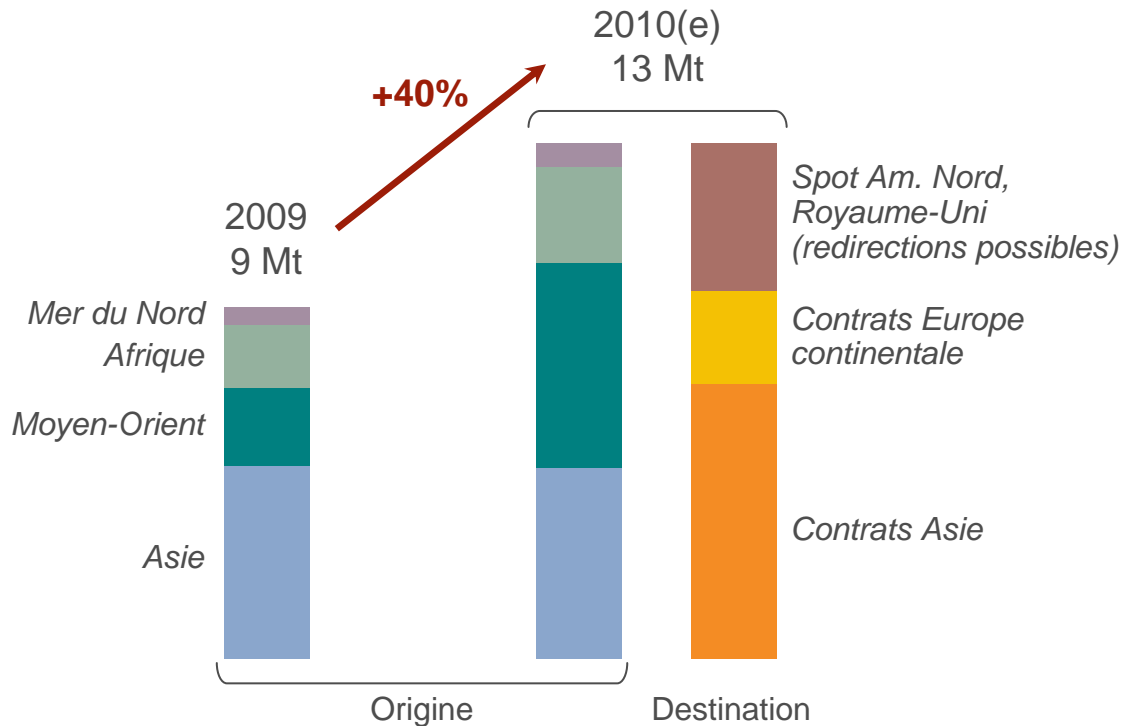
Yemen

Yemen LNG (39,6%)



> Démarrage
T4 2009 et T2 2010

Ventes de GNL par origine et destination*



Perspective d'une forte croissance à moyen terme du marché du GNL
Poursuite des projets de Total

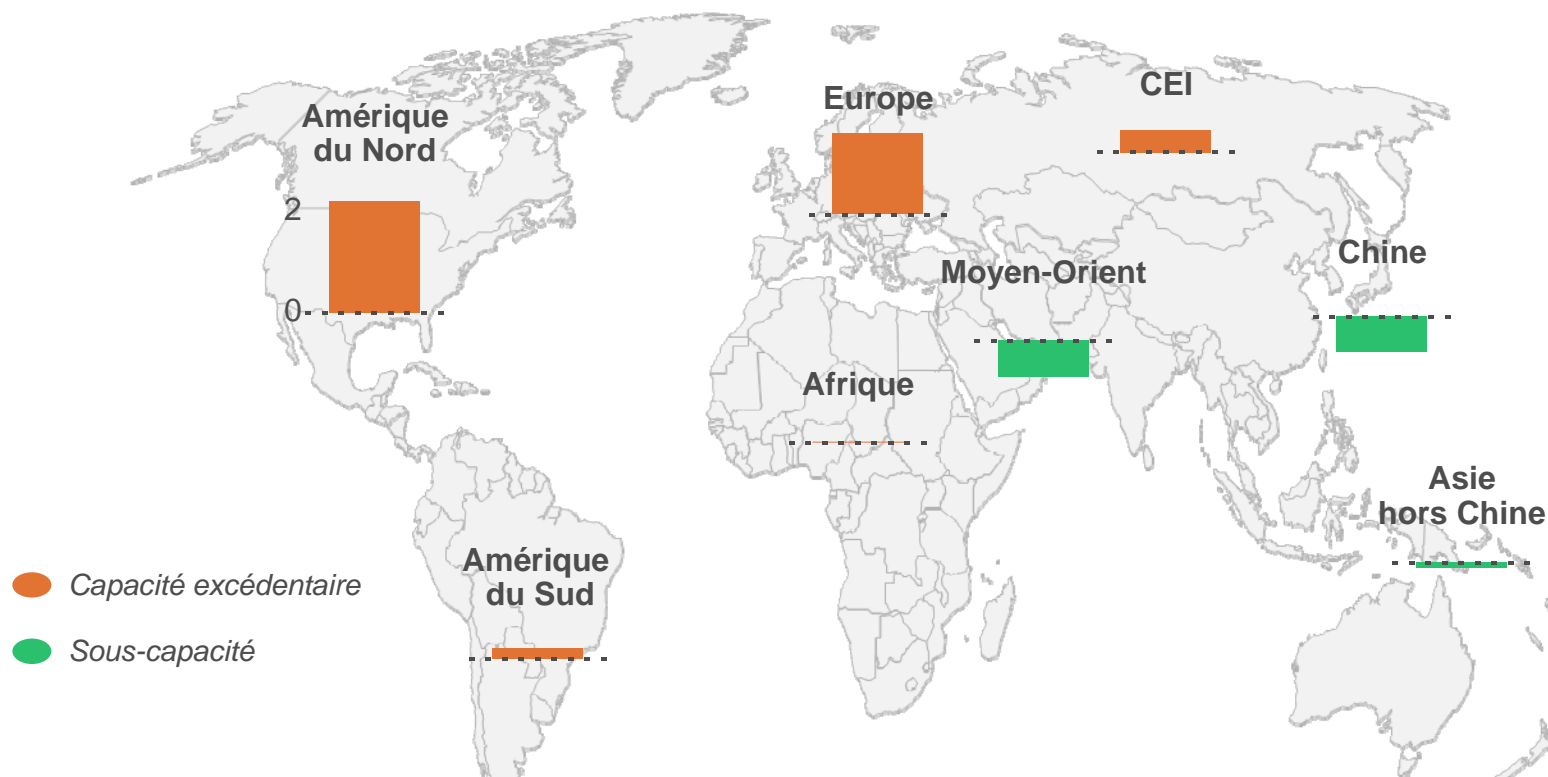
* pour Total, vente de GNL part du Groupe au travers des filiales et des participations, incluant l'équivalent des droits à production définis au sens de la norme ASC932 (ex-FAS 69) pour les ventes de Bontang et hors trading

Aval - Chimie

Raffinage : une nécessaire adaptation aux marchés

Capacité de raffinage excédentaire estimée à fin 2015(e) en l'absence de fermetures

(estimations Total en Mb/j)



La reprise durable des marges passera par des réductions de capacités dans les pays de l'OCDE

* capacité excédentaire estimée par comparaison entre les taux d'utilisation des raffineries en 2009 par rapport aux taux d'utilisation moyen 2003-2007

Marketing Europe: diversité et qualité de l'offre de Total

> Force du réseau de stations-service

- Plus de 10 000 stations-service en Europe de l'Ouest et leader en France
- Qualité de l'offre boutiques et services



> Un groupe pétrolier au service des particuliers et des clients professionnels

- Diversité de l'offre (fioul domestique, GPL, lubrifiants...)
- Densité du maillage et proximité
- 3,5 millions de cartes pétrolières Total en circulation en Europe



> Fournisseur de solutions multi-énergies et innovantes

- Economies d'énergie (Excellium, éco-conduite...)
- Couplage énergétique (solaire / fioul)



***Un marché aussi soumis à des réglementations plus strictes
Succès de la stratégie de Total fondée sur des gains d'efficacité
et une relation de long terme avec ses clients***

Poursuite du développement de la Pétrochimie

> Sécurité et développement durable

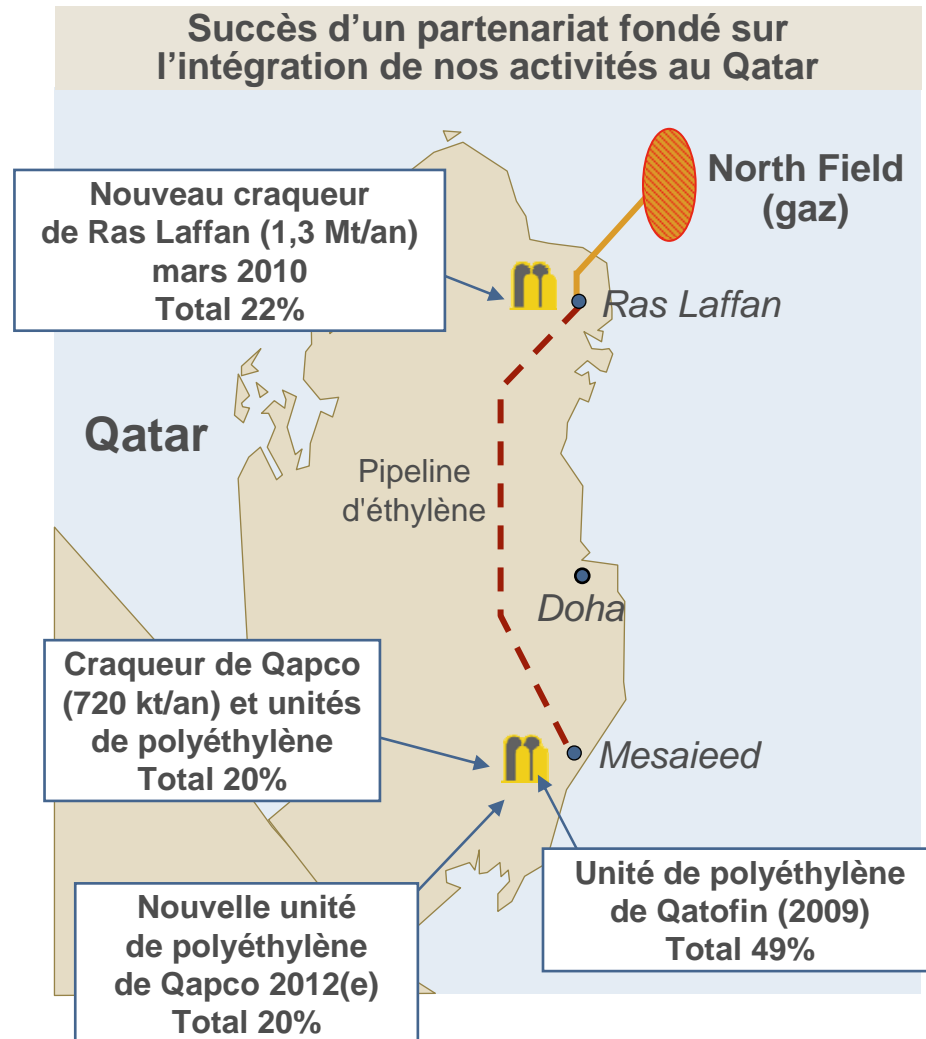
- Plan d'action pour la sécurité
- Efficacité énergétique, bio-plastiques

> Compétitivité dans les zones matures

- Plans de consolidation 2006 et 2009 avec investissements de 630 M€ à Gonfreville et Carling

> Développement dans les zones de croissance

- Corée du Sud
- Qatar



Perspectives

Agir en partenaire de long terme des Etats hôtes et des populations

› Etablir des partenariats durables avec les Etats hôtes

- Partage équitable des revenus et promotion de la transparence
- Partenariats avec les compagnies nationales

› Maximiser le « contenu local »

- Recours aux ressources humaines et industrielles locales
- Transfert de compétences et de savoir-faire

› Contribuer au développement des populations

- Programmes en fonction des besoins locaux (éducation, santé, micro-finance, etc.)
- Priorité aux actions ne créant pas de dépendance vis-à-vis du Groupe

Accroître l'acceptabilité de nos opérations

Construction Akpo



- › Plus de 40% des heures travaillées au Nigeria

Yemen LNG



- › Objectif : 90% de salariés yéménites

Education



- › Plus de 11 000 boursiers soutenus en 2009

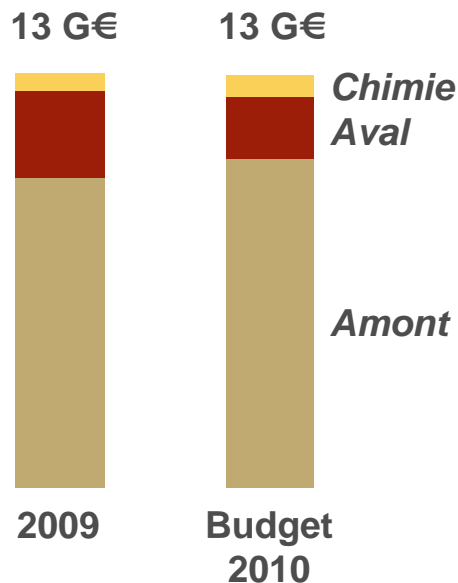
Myanmar



- › Programme de microfinance : 1 200 prêts en cours

Investir à un rythme soutenu : budget de 13 milliards d'euros en 2010

Investissements des secteurs*



Principaux investissements 2010(e)



➤ 80% des Capex dédiés à l'Amont

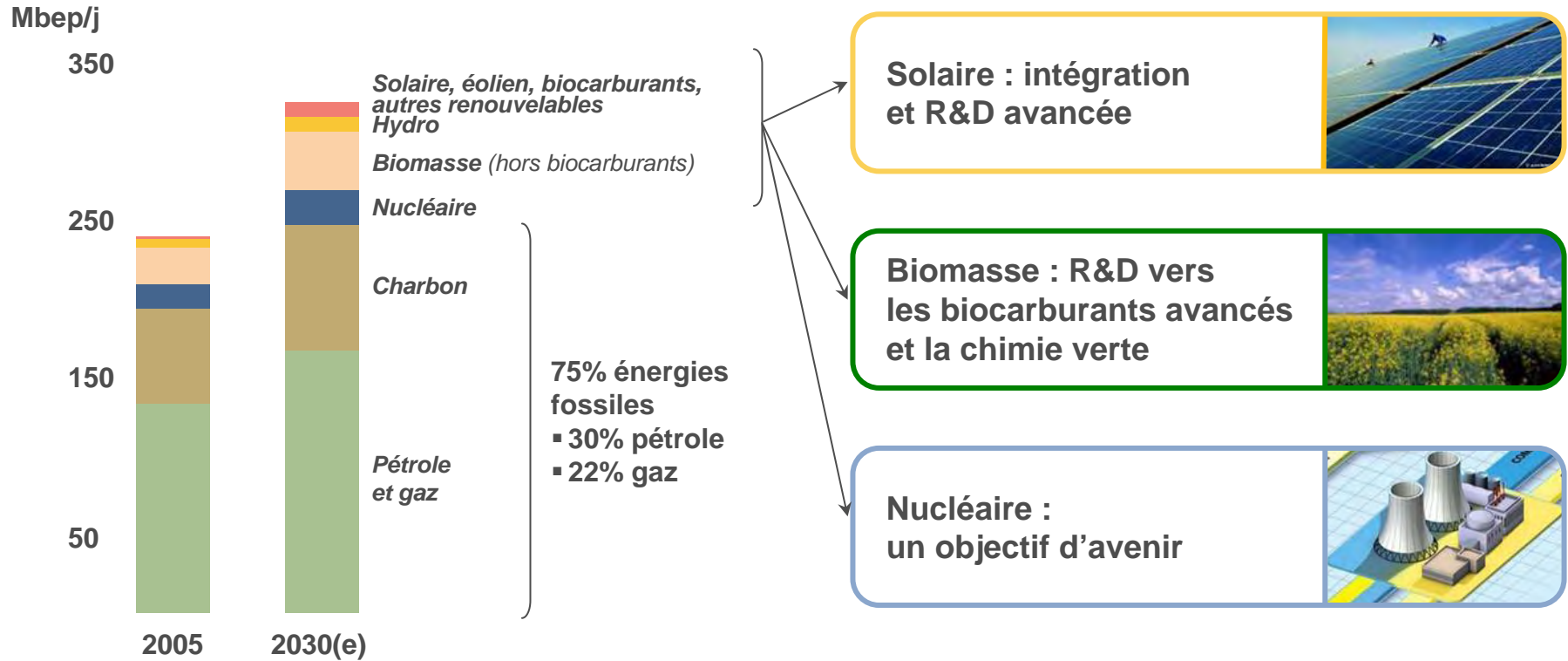
***Conjuguer discipline et expertise pour développer
des projets créateurs de valeur***

650 M€ consacrés à la R&D en 2009

* pour 2009 : investissements nets ; pour le budget 2010 : 1 € = 1,40 \$, investissements nets hors acquisitions et cessions

Développer des énergies complémentaires et peu émettrices de CO₂ pour répondre au défi énergétique

Mix énergétique mondial à horizon 2030(e)*



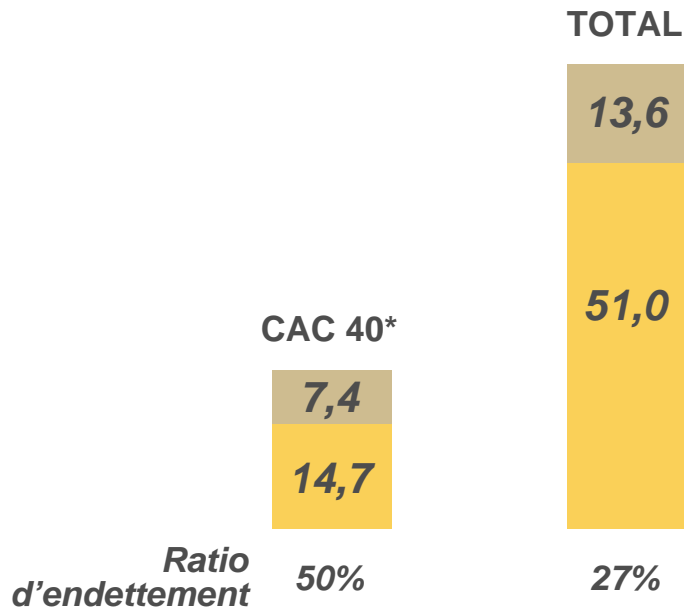
Capitaliser sur nos actifs industriels, la R&D et les partenariats

* estimations Total

Un bilan solide offrant une forte visibilité

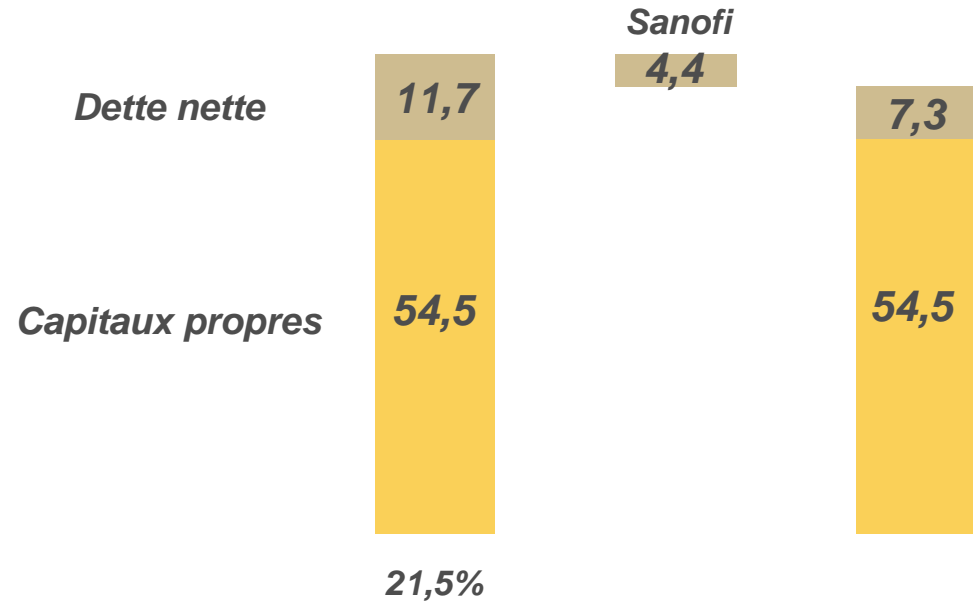
**Dette nette et capitaux propres
au 31 décembre 2009**

(en milliards d'euros)



**Situation financière de Total
au 31 mars 2010**

(en milliards d'euros)



Proposition de dividende 2009 stable à 2,28 euros par action

* moyenne effectuée pour 34 entreprises, à l'exclusion des banques, assurances et de Total



**La responsabilité sociétale et environnementale
au cœur de notre stratégie**



**Une capacité à nouer des partenariats et à renforcer
un portefeuille de projets large et diversifié**



**Une expertise reconnue dans la gestion
de grands projets**



**Un Groupe intégré qui renforce la compétitivité
de son Aval et de sa Chimie**

Rapports du collège des Commissaires aux comptes

Les rapports du collège des Commissaires aux comptes

- 1. Rapport sur les comptes annuels de Total S.A.**
- 2. Rapport sur les comptes consolidés de Total S.A.**
- 3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**
- 4. Rapport sur les opérations sur le capital**
- 5. Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration de Total S.A.**

Comptes annuels de Total S.A. maison mère

(Résolution 1)

Certification des comptes sans réserve, ni observation

« Les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. »

(Document de référence : Page 290)

Comptes consolidés de Total

(Résolution 2)

Certification des comptes sans réserve

Observation

« Application des nouvelles définitions et des nouvelles modalités d'estimation des réserves d'hydrocarbures mentionnée dans la note « introduction » de l'annexe aux comptes consolidés »

Appréciations :

- L'application de la méthode dite des « successful efforts » pour les activités pétrolières ;
- La dépréciation des actifs immobilisés ;
- Les provisions pour restitution des sites et risques et charges liées à l'environnement ;
- La valorisation des engagements de retraite ;
- La détermination des impôts courants et différés.

(Document de référence : Pages 182 et 183)

Conventions et engagements réglementés

Engagements concernant les conditions de retraite des dirigeants sociaux

(Résolutions 4 et 5)

- **Personnes concernées : M. Desmarest et M. de Margerie**
- **Ils bénéficieront des mêmes dispositions que les salariés de Total S.A. en matière d'indemnité de départ à la retraite et de régime supplémentaire de retraite.**
 - L'indemnité de départ à la retraite est soumise à des conditions de performance.
 - Le régime supplémentaire de retraite est celui applicable aux dirigeants sociaux et salariés du groupe dont la rémunération excède un montant égal à huit fois le plafond de la sécurité sociale.
 - Ces engagements correspondent, sur la base de la rémunération perçue en 2009, à une pension annuelle de :
 - 26,29% pour M. Desmarest ;
 - 18,72% pour M. de Margerie.

(Document de référence : Pages 288 et 289)

Conventions et engagements réglementés

Engagements concernant les dispositions applicables en cas de résiliation ou de non-renouvellement du mandat social

(Résolutions 4 et 5)

- **Personne concernée : M. de Margerie**
- **En cas de résiliation ou de non-renouvellement de son mandat social, le directeur général touchera une indemnité égale à deux années de sa rémunération brute.**
- **Cette indemnité de départ versée en cas de changement de contrôle ou de stratégie est soumise à des conditions de performance.**

(Document de référence : Pages 288 et 289)

Opérations sur le capital

(Résolutions 17 à 21)

> Nature des opérations concernées.

- Emission d'actions ordinaires et de diverses valeurs mobilières avec maintien et / ou suppression du droit préférentiel de souscription (*résolutions 17, 18 et 19*).
- Emission d'actions réservée aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise (*résolution 20*).
- Attribution d'options de souscription ou achat d'actions en faveur des membres du personnel salarié et des mandataire sociaux (*résolution 21*).

(Résolutions 18 et 20)

Aucune observation à formuler sur les modalités et les informations données dans les rapports.

Nous établirons le cas échéant des rapports complémentaires lors de l'usage de ces autorisations par votre conseil d'administration.

Avertissement

Ce document peut contenir des objectifs concernant la situation financière, les résultats d'opérations, les activités et la stratégie industrielle de Total. Ces objectifs sont fondés sur des hypothèses qui peuvent s'avérer inexactes dans le futur et sont dépendants de facteurs de risques tels que la variation des taux de change, le prix des produits pétroliers, la capacité d'effectuer des réductions de coûts sans perturbation inopportune des opérations, les considérations de réglementations, notamment liées à l'environnement et les conditions économiques et financières générales. Total n'assume aucune responsabilité concernant la mise à jour des objectifs due à des informations nouvelles ou à des événements futurs ou autres. Des informations supplémentaires sur des facteurs qui pourraient avoir un effet sur les résultats financiers de Total sont contenues dans les documents déposés par le Groupe et ses filiales auprès de l'Autorité des marchés financiers et de la United States Securities and Exchange Commission.

L'information par secteur d'activité est présentée en conformité avec le système de reporting interne du Groupe utilisé par la Direction Générale pour mesurer la performance financière et allouer les ressources. En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines opérations qualifiées d'« éléments non-récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non-récurrents concernent des opérations qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des opérations telles que les coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non-récurrents, bien que des opérations similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

Les résultats ajustés des secteurs Aval et Chimie sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et d'assurer la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe, notamment nord-américains.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (Last In, First Out), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence à des prix moyens de la période et non par la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (First In, First Out) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

Dans ce cadre, les indicateurs de performance tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non-récurrents et hors quote-part, pour Total, des éléments d'ajustement de Sanofi-Aventis. Ils sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les chiffres présentés en dollars sont obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base des taux de change moyen €/\$ des périodes concernées et ne résultent pas d'une comptabilité tenue en dollars.